

OUYAHIA CONVOQUE SES MINISTRES POUR VENDREDI

La loi de finances 2012 au menu du gouvernement

Ahmed Ouyahia vient de convoquer les membres du gouvernement pour une première réunion d'après-la reprise, pour le vendredi 4 août prochain. A l'ordre du jour, un seul point : l'avant-projet de la loi des finances pour 2012.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - C'est ce que nous confie une source très bien informée. «L'agenda gouvernemental est vraiment très serré pour ce mois du Ramadan où devront être examinées

toutes les lois, sept au total, conçues dans le cadre des réformes politiques du président. Ce qui explique que Ouyahia convoque cette réunion un vendredi. Ce ne sera d'ailleurs pas le seul vendredi où le gouvernement travaillera. Ce sera ainsi

jusqu'en septembre prochain.»

A peine donc rentrés de congé, hier lundi, les membres du gouvernement sont-ils «conviés» à aborder les choses sérieuses par le plus important texte de loi, la loi des finances. «Cette loi est extrêmement

importante, vu le contexte. Outre qu'elle doit encadrer les dépenses liées aux différentes augmentations salariales, passées et à venir des différentes catégories professionnelles, ce texte devrait rectifier certaines dérives introduites dans la loi de finances complémentaire pour 2011», dira notre source, en allusion au très controversé article introduit par l'APN et relatif à la réintroduction de l'importation de la friperie.

«Il ne faut pas oublier également que l'année 2012 sera celle des élections, législatives et locales», ajoute notre source. Des élections bien sûr qu'il faudra budgétiser. C'est d'ailleurs par cet aspect, les finances, que Bouteflika inaugure ce mois de Ramadan. Il entame, en effet, et dès aujourd'hui mardi, les traditionnelles auditions des membres du gouvernement en recevant le ministre des

Finances, Karim Djoudi. «Le président fera le point sur la situation financière du pays et, bien entendu, instruira le ministre des Finances sur les grandes orientations en la matière pour la loi des finances pour 2012», nous explique encore notre interlocuteur. Y assisteront à ces auditions, outre le ministre concerné, le Premier ministre, le ministre de l'Intérieur, celui des Finances, le vice-Premier ministre ainsi que le ministre d'Etat, représentant personnel du président de la République, Abdelaziz Belkhadem. Bouteflika auditionnera par ailleurs, mercredi prochain, le ministre de l'Intérieur.

En revanche, cette année, Bouteflika dérogera à la règle en ne convoquant pas tous les ministres mais seulement ceux d'entre eux qui chapeautent des secteurs à grands projets.

K. A.

AFFAIRE DES PROTESTATAIRES DE LA CITÉ BOIS DES PINS (HYDRA)

Le procès fixé pour le 6 octobre

Le procès des émeutiers, habitants de la cité Bois des Pins d'Hydra est fixé pour le 6 octobre prochain, a-t-on appris hier de source proche du tribunal correctionnel de Bir Mourad Raïs. Selon notre source, ils seront une dizaine à répondre des chefs d'inculpation «d'attroupement illégal» et d'«atteinte aux biens de l'Etat et à la sécurité publique».

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - A l'origine de cette manifestation de rue, la décision des autorités de construire un parking sur un jardin mitoyen des immeubles de la cité. En effet, en mai dernier, une décision émanant de la municipalité d'Hydra, le quartier résidentiel qui abrite la cité populaire Bois des Pins, fait état de la construction d'un parking de douze étages, nécessitant le rasage d'une petite forêt d'une superficie de 11 000 m² mitoyenne des immeubles de la cité. Ayant eu vent de cette démarche, les riverains se sont révoltés contre cette décision, la qualifiant d'«arbitraire». Ils montent ainsi au créneau pour dénoncer un projet non conforme aux lois de l'urbanisme. Malgré cette opposition, l'intégralité du jardin des pins a été rasée le 10 juillet, provoquant ainsi de violentes émeutes. Plusieurs



Violents affrontements le 10 juillet dernier entre les habitants du quartier et la police.

riverains ont été brutalisés par les forces de police qui ont également procédé à des arrestations. Les personnes arrêtées ont été entendues par la justice pour être relâchées quelques heures après. La tenue de leur procès a été fixée pour le 6 octobre prochain.

Il est à rappeler que plusieurs démarches ont été entreprises par le comité de quartier pour préserver ce bois, dont une pétition de 4 500 signataires des résidents de la cité adressée aux hautes autorités du pays, dont le président. «Cela fait plus de 52 ans que ce bois existe, ces pins ont été plantés à l'époque coloniale et ces eucalyptus nous les avons boisés lors des opérations de volontariat dans les années 1970. Nous nous

sommes battus pour cet espace vert», nous dira un sexagénaire natif du quartier. Il insiste sur le fait que ce bois a fait l'objet, en 1984, d'une circulaire interministérielle pour sa préservation. Une délégation du comité des sages du quartier a été également reçue hier par le wali d'Alger pour des pourparlers.

Sur un autre plan, il est à noter que les habitants de la cité Bois des Pins ont déposé deux plaintes auprès du tribunal administratif de Bir Mourad Raïs. Une plainte de fond portant sur la légalité des travaux, ainsi que sur la priorité du terrain, bien indivisible des habitants propriétaires, une autre plainte en référé pour «stopper immédiatement les travaux jusqu'au jugement de fond»,

comme le stipule la loi, et une dernière plainte déposée au niveau du tribunal pénal de Bir Mourad Raïs contre «la police pour violences, agressions et destructions de biens d'autrui.» Plaintes, dit-on, accompagnées de plus de quinze certificats médicaux légaux. C'est dans ce cadre, a-t-on indiqué, qu'un rassemblement de soutien a eu lieu devant le tribunal administratif de Bir Mourad Raïs pour soutenir la plainte en référé déposée par les citoyens contre la wilaya d'Alger et la mairie d'Hydra.

A ce propos, plusieurs moudjahidates de la guerre de Libération nationale, des comités et des délégations de quartier ont exprimé leurs soutien à cette démarche.

A. B.

Les moudjahidate appuient la population

«Le siège policier de la cité Bois des Pins, à Hydra, nous a ramenés en 1957, moment où les parachutistes du général Massu ont investi immeubles et appartements d'Alger durant la glorieuse bataille d'Alger.» Ce «verdict», sans appel, a été prononcé par six moudjahidate, et pas des moindres.

Djamila Bouhired, Fatouma Ouzegane, Louisa Ighilahriz, Zoulikha Bekadour, Malika Ousliha et Louisa Ouzarene ont cosigné une déclaration, rendue publique dimanche dernier, à l'issue de la visite qu'elles avaient rendue aux habitants contestataires qui reçoivent, là, un soutien symbolique inestimable.

Une déclaration à charge contre un pouvoir de «parachutés et de charognards». A la veille du 50^e anniversaire «d'une souveraineté recouvrée dans la peine et la souffrance», les six moudjahidate se disent «révoltées par l'impérialisme qui règne à tous les niveaux du système où les «parachutés» grassement rétribués distribuent des miettes aux policiers chargés de les protéger. Isolés dans leurs bunkers, ils ignorent tout de la réalité socio-politique du pays qu'ils gouvernent avec un fallacieux projet de société qui n'est pas celui dont ont rêvé les meilleurs d'entre nous».

Condamnant la répression qui frappe les mouvements sociaux en Algérie, dans le sillage «d'un vent de liberté qui souffle sur la planète», les moudjahidate affirment que «l'Algérie n'est pas la Tunisie, l'Egypte, la Libye ou la Syrie.

Elle a réussi, au prix du sacrifice des meilleurs de ses enfants, une grande et magnifique guerre de Libération nationale, récupérée, hélas, par les résistants de la dernière heure».

Pour ces authentiques combattantes, le constat est aujourd'hui des plus désespérants : «La République que nous voulions démocratique et populaire est bafouée par des hommes et des femmes sans foi ni loi.» Le peuple algérien, notent-elles encore, «résiste et lutte contre le démantèlement de ses biens et la course à la rapine». Et en l'espèce, l'affaire de la forêt du Bois des Pins à Hydra, convoitée par un ponton du régime, illustre extraordinairement bien le constat dressé par les moudjahidate pour l'Algérie indépendante.

K. A.

SITUATION SÉCURITAIRE

À quel Ramadan s'attendre ?

Comme chaque année depuis un peu plus de vingt ans, le mois de Ramadan arrive avec son habituel lot d'interrogations liées à la question sécuritaire, cette fois sans doute plus que lors des deux dernières années.

Le mois de carême 2011 sera-t-il de la même veine que les deux derniers, classés au rang des mois de Ramadan, peut-être, les plus tranquilles que les Algériens aient vécus sur le plan sécuritaire depuis des lustres ?

Le discours politique se faisant rare et les analyses des responsables, à l'instar du Premier ministre ou de son ami de l'Intérieur, souvent en inadéquation avec la réalité n'offrent pas de réelle possibilité de lisibilité pour le plus simple des citoyens qui, en fin de compte, se retrouve à se hasarder dans des analyses approximatives, s'aidant des derniers développements survenus.

Ainsi, les tout derniers actes terroristes commis dans les wilayas de Tizi-Ouzou et surtout Boumerdès contre les différents corps des services de sécurité, et puis notamment la tentative d'attentat kamikaze projetée par le trio de terroristes, parmi lesquels Abdelkabar Belhadj, abattu à Thénia la semaine dernière, sont autant d'indices qui ne militent pas pour un mois de Ramadan aussi calme que les deux derniers. Du moins à se fier aux convictions chez plus d'un.

Entre l'incertitude qui prévaut chez les uns et les craintes impossibles à cacher chez les autres, il est cette attitude des responsables du pays qui, selon leur culture, ne jugent pas utile d'éclairer la lanterne de leurs concitoyens en brossant le tableau de la situation sécuritaire à l'orée d'occasions ou de circonstances particulières comme peut l'être le mois de Ramadan.

Cela induit immanquablement des interrogations du genre que se posent les citoyens depuis quelques jours. Interrogations accrues à la vue, aussi bien dans la capitale et ses entrées qu'à travers plusieurs villes du pays, des renforts de policiers et la multiplication de points de contrôle.

Sans trop s'efforcer, et quand on s'aperçoit, comme le révélait le *Soir d'Algérie* dans son édition d'hier, combien sont mitigés les résultats dans le démantèlement des réseaux de soutien et de recrutement de l'ex-GSPC, il devient alors aisé d'agréer toutes les appréhensions nées ces dernières semaines quant à un mois de Ramadan moins bien sur le plan sécuritaire que les deux derniers qui avaient vu les groupes agissant au nom d'Al-Qaïda en Algérie se terrer dans leurs retranchements après avoir subi de sérieux coups de la part de l'ANP notamment.

A. M.